

· MARDI 18 MARS 2008 · 18 HEURES ·

137^E ANNIVERSAIRE DE LA COMMUNE

RDV PLACE DE LA COMMUNE DE PARIS 1871 · *Détails en page 20*



La Commune

ASSOCIATION DES AMIS DE LA COMMUNE DE PARIS (1871) · PREMIER TRIMESTRE 2008

NUMÉRO

33

Walery Wroblewski

Citoyens à part entière

Les étrangers sont des citoyens à part entière pendant la Commune de Paris qui, une fois encore, nous indique le chemin de la tolérance, de la fraternité et de la vraie démocratie.

Deux mille d'entre eux grossissent les rangs des Communards : majoritairement des Belges, Luxembourgeois, Polonais, Italiens, Hongrois, mais aussi quelques Suisses, Roumains, Espagnols, Américains, Allemands, Hollandais, Autrichiens, Danois, Anglais, Russes, Turcs, Égyptiens, Haïtiens... La liste est longue de ceux qui considèrent alors Paris comme leur seconde patrie.

Des étrangers se retrouvent ainsi à des postes dirigeants. Deux officiers polonais, Dombrowski et Wroblewski, sont à la tête de troupes importantes, la Légion fédérale belge occupe des fonctions dans l'armée de la Commune, annonçant les futures Brigades internationales pendant la guerre d'Espagne. Un Hongrois, Léo Frankel, fait office de premier ministre du Travail. Membre élu de la Commune et nommé à la Commission du Travail et de l'Échange, il est à l'initiative des premières mesures sociales du mouvement communaliste, comme la suppression du travail de nuit dans les boulangeries et l'exploitation, par l'association coopérative des ouvriers, des ateliers abandonnés par leurs propriétaires. Intéressé par le sort des femmes, il est en relation avec une jeune Russe, correspondante de Marx, Elisabeth Dmitrieff, qui fonde, avec Nathalie Le Mel, l'Union des femmes pour la défense de Paris et les soins aux blessés.

Quelle leçon pour notre République en ce début du XXI^e siècle où des mesures et des lois présentent certains étrangers comme indésirables, où l'on parle de quotas, d'immigration choisie, où l'on décide l'expulsion annuelle de 25 000 étrangers,

où la loi incite les étrangers à faire pratiquer des tests ADN pour le regroupement familial !

L'année 2008 naît sous l'augure de fichiers d'étrangers sans papiers, dans lesquels les autorités peuvent aussi consulter les noms de ceux qui les ont un jour hébergés. Que dire des centres de rétention où s'entassent des étrangers en attente de leur éventuelle expulsion, une attente qui pourrait être prolongée jusqu'à dix-huit mois, si ce n'est qu'ils nous rappellent d'autres univers concentrationnaires dont les fils de fer barbelés pèsent dans notre actualité, comme sur nos consciences.

De nombreux étrangers ont porté très haut les couleurs de la République française : souvenons-nous aussi de Missak Manouchian, travailleur étranger engagé dans la Résistance. Sa dernière lettre, signée *Michel Manouchian*, est le témoignage poignant d'un étranger attaché à la France, et citoyen du monde, prêt à mourir avec ses camarades pour la Liberté et la Paix, « sûr que le peuple français et tous les combattants sauront honorer (leur) mémoire dignement ». Le nouveau Président, en faisant donner lecture de la lettre de Guy Môquet, aurait pu s'en souvenir...

Pendant la Commune de Paris, face à la République haineuse de Thiers, et au journal *Le Figaro* qui réclame l'exécution, après jugement sommaire, des généraux polonais, les étrangers mêlés aux Fédérés ont fièrement brandi le drapeau rouge de l'internationalisme et de la République universelle. **MICHELE CAMUS**

NOTRE COUVERTURE

Walery Wroblewski

(1836-1908)

Polonais,

commandant d'une
des trois armées
de la Commune



Walery Wroblewski général de la Commune

Walery Wroblewski est né le 5 décembre 1836 à Zoludek, aux confins nord-est de la Pologne, actuellement Belarus, dans une famille de propriétaires terriens appartenant à la petite noblesse. Il fait ses études à Wilno et à Saint-Petersbourg à l'Institut supérieur des eaux et forêts. Dans cette ville, comme beaucoup d'étudiants, il entre en contact avec les démocrates révolutionnaires russes, ce qui influence sa formation politique. Ses études terminées, il travaille dans la région de Grodno en militant, en même temps, pour ses idées sociales. Quand, en janvier 1863, éclate l'insurrection contre la domination russe, le jeune Walery y prend une part active en commandant un groupe de maquisards.

«Wroblewski jouissait, parmi ses compatriotes combattants de l'insurrection d'un prestige militaire mérité. D'une bravoure à toute épreuve, on racontait qu'il avait, avec une demi-douzaine de lanciers, traversé toute la Lituanie. Il avait le corps tatoué de coups de lances» (1).

Après la défaite de l'insurrection et la répression qui a suivi, il passe quelques mois en Galicie (sous domination autrichienne) ; ensuite, comme beaucoup de ses compatriotes, il se réfugie à Paris. Il y exerce différents petits métiers : instituteur, imprimeur, professeur de piano (il est très bon pianiste) ; il habite pendant quelques mois 15, rue Boursault dans le XVII^e arrondissement, une modeste chambre louée 20 Fr. par mois mais ce loyer modique est encore trop cher ! Il n'abandonne pas l'activité politique, adhère (1866) à l'Union des démocrates polonais qui lutte pour une Pologne «bâtie des mains de ses travailleurs» et libérée de la domination tsariste.

Après le 4 septembre 1870, avec un groupe de militaires polonais, il propose au général Trochu la formation d'une légion polonaise

pour la défense de Paris contre les Prussiens. Trochu refuse car il a, en réserve, son fameux plan de défense qui se soldera par une totale défaite. Pour lutter contre l'envahisseur, Wroblewski entre dans la Garde nationale.

Début avril 1871, il obtient le commandement de la cavalerie des Fédérés sur la rive gauche de la Seine. Ses connaissances militaires, sa bravoure sont ensuite mieux utilisées. Cluseret, le délégué à la Guerre qui vient d'ébaucher l'organisation de trois armées pour la défense de la capitale contre les troupes versaillaises, lui confie la direction de l'armée dite du centre avec le titre de général.

Rossel, nouveau délégué à la Guerre, procédant à la répartition des différents commandements militaires, maintient Wroblewski dans ses fonctions avec l'état-major extérieur à Gentilly et intérieur à l'Élysée. Le 11 mai, à la tête des 105^e et 187^e bataillons fédérés (qui comptent beaucoup de Polonais), il reprend le fort de Vanves aux Versaillais. Il s'y maintient deux jours malgré des tirs d'artillerie très violents. Il doit évacuer le fort en raison de la puissance du feu ennemi et de l'effectif très réduit de ses propres forces.

Pendant la Semaine sanglante, Wroblewski oppose une résistance acharnée aux attaques versaillaises dans le XIII^e arrondissement (voir article dans ce bulletin). Replié sur le XI^e arron-



dissement, place du Château-d'Eau, il refuse le commandement général des troupes de la Commune proposé par Delescluze. Les hommes valides et les munitions manquent. Il continue la lutte comme simple garde national.

Après la chute de la Commune, Wroblewski réussit à se cacher quelques mois à Paris. Puis il se réfugie à Londres où se trouvent déjà de nombreux Communards. Il monte une petite imprimerie dans le quartier d'Islington ; il imprime les feuilles éphémères des proscrits plus ou moins solvables. Il est l'imprimeur du *Rouge et Noir* de Lissagaray. Sa situation matérielle est très difficile. Marx et Engels, qui ont une très grande estime pour ce vaillant général de la Commune, lui viennent souvent en aide.

Le 30 août 1872, le 17^e Conseil de Guerre le condamne à mort par contumace.

Membre du Conseil de l'Internationale, il devient secrétaire-correspondant pour la Pologne. Il assiste au 5^e Congrès de l'Internationale à La Haye (septembre 1872) comme délégué du Conseil général et de la section polonaise. Il vote l'exclusion de Bakounine. Au cours d'un séjour à Genève, il noue des contacts avec le groupe des révolutionnaires russes animé par Lavrov. Il participe également aux travaux de l'émigration polonaise, surtout dans le cadre de l'Association du Peuple polonais. Après Londres, pendant quelques années, Wroblewski habite en Suisse.

En 1885, il revient en France à Nice, ensuite à Paris. Il travaille comme imprimeur à la *Lanterne* et comme contrôleur des ventes à *l'Intransigeant*, en maintenant ses contacts politiques et ses activités patriotiques, jouissant d'une énorme popularité auprès des émigrés polonais.

En 1900, malade et impotent, il est accueilli par la famille du docteur Gierszynski, et hébergé dans leur maison à Ouarville, près de Chartres. Il y meurt le 5 août 1908.

Lors des obsèques du général Wroblewski, le dimanche 16 août 1908, des milliers de personnes, arborant l'églantine et la cocarde rouge, sui-

virent le convoi de la gare d'Orléans au cimetière du Père Lachaise (2). La Fédération socialiste de la Seine, la Fraternelle des Anciens Combattants de la Commune, le Parti socialiste révolutionnaire russe, le Parti socialiste polonais, de nombreuses organisations syndicales et ouvrières, des anonymes français ou polonais rendirent un dernier hommage au combattant de la liberté, fidèle à la devise polonaise : « Pour la liberté, la nôtre et la vôtre » et à l'internationalisme prolétarien.

Dans une lettre publiée le 12 août 1908 dans *l'Humanité*, Edouard Vaillant écrit : « *C'est pendant l'exil à Londres que j'ai pu le voir, le connaître et apprécier toute sa valeur. Et combien alors, j'ai regretté que sa modestie, le retenant toujours éloigné de l'Hôtel de Ville, on n'y ait pu reconnaître à temps que c'était à lui qu'aurait dû être confiée la direction militaire générale de la défense.* »

MARCEL CERF ET THÉRÈSE GOURMAUD

(1) Vuillaume Maxime - *Mes cahiers rouges au temps de la Commune, cahier n°10, pp. 85-86* ; (2) Le gouvernement polonais a fait restaurer en 1951 la tombe de Wroblewski. Elle est toujours en excellent état.

Monsieur Raymond Forni, président du Conseil régional de Franche-Comté et ancien président de l'Assemblée nationale, est décédé en début d'année. Les Amis de la Commune avaient noué avec lui des relations cordiales et fructueuses lors de l'exposition « la Commune de Paris a 130 ans – vingt peintres aujourd'hui » dans les locaux de l'Assemblée nationale en 2001. Nous avons présenté nos condoléances à la famille et aux amis de M. Forni.

La Butte aux Cailles pendant la semaine sanglante

LE 21 mai 1871, les Versaillais entrent dans Paris. Le 23 mai, en fin de soirée, ils occupent la totalité du XIV^e arrondissement. Le général Wroblewski, rappelé à la hâte de son quartier extérieur de Gentilly, veut concentrer toute la résistance sur la rive gauche, la Seine, les forts du sud, le Panthéon et la Bièvre constituant une ligne de défense permettant de prolonger la lutte. Malheureusement les forts sont vite abandonnés, car les bataillons veulent rentrer dans Paris pour défendre leurs quartiers.

Wroblewski doit se borner à fortifier rapidement le XIII^e arrondissement, prochain objectif des Versaillais. Il dispose de 3000 à 4000 hommes dont ceux du 101^e bataillon commandé par Sérizier, *«tous enfants du XIIIe et du quartier Mouffetard, indisciplinés, indisciplinables, farouches, rauques, habits et drapeau déchirés, n'écoutant qu'un ordre, celui de marcher en avant»**.

A la Butte aux Cailles, Wroblewski fait installer une batterie de huit pièces et deux de quatre, dont les tirs sont dirigés sur la place d'Enfer et les autres points stratégiques du quartier de l'Observatoire.

De fortes barricades sont élevées sur le boulevard d'Italie (boulevard Blanqui), les boulevards de l'Hôpital et de la Gare. Il établit son quartier général à la mairie du XIII^e et sa réserve place Jeanne-d'Arc, défendue par vingt canons et six mitrailleuses. Le pont d'Austerlitz est parfaitement armé et fortifié pour assurer ses communications avec la rive droite.

Le 24 mai, un combat d'artillerie intense a lieu entre la batterie versaillaise de la place d'Enfer et la batterie des Fédérés de la Butte aux Cailles. Les Versaillais, qui occupent l'asile Sainte-Anne, sont prêts à se lancer à l'assaut de la Butte, mais il leur faut franchir les deux bras de la Bièvre. Les tirailleurs fédérés descendent dans la vallée et se précipitent à la rencontre des assaillants. Quatre fois, les Communards font une démonstration offensive et repoussent l'assaut des soldats de l'armée régulière. A huit heures du soir, les positions sont les mêmes de part et d'autre.

Dans la nuit, le général de Cisse, qui dirige les opérations sur la rive gauche, veut en finir avec la résistance de la Butte aux Cailles ; ne pouvant la pren-

dre d'assaut, il la fera anéantir par son artillerie. Des batteries sont établies à l'Observatoire, au bassin 81 (Porte d'Arcueil) et derrière le chemin de fer de Sceaux. Des renforts considérables sont engagés, trois régiments versaillais, avec leurs batteries de campagne, prennent position près du plateau de Montsouris.

Le jeudi 25 mai, le mouvement versaillais commence. Sur la droite, la brigade Lian quitte le parc Montsouris et se fraye un passage entre le chemin de fer de ceinture et les fortifications. Elle occupe successivement toutes les portes jusqu'au Pont Napoléon (Pont National) et s'empare de la gare aux marchandises du chemin de fer d'Orléans. La brigade Osmont, partie de l'asile Sainte-Anne, franchit les ravins de la Bièvre et se jette à l'assaut de la Butte aux Cailles qui est attaquée de front et de flanc à travers enclos et jardins. La position n'est plus soutenue par les trois forts du sud — Montrouge, Bicêtre, Ivry — qui ont été abandonnés, ainsi que la redoute des Hautes Bruyères. Certes, leurs défenseurs se sont repliés sur la place d'Italie, mais leur nombre est insignifiant devant l'importance des forces ver-


... BUTTE AUX CAILLES

saillaises. Après trente-six heures de résistance acharnée, Wroblewski doit céder devant la cinquième et formidable attaque des Versaillais. Les prisonniers sont massacrés sans pitié.

Au centre, la brigade Bocher, formée de trois colonnes, débouche par les boulevards Arago et Port Royal, enlève les Gobelins incendiés par les Fédérés avant

leur retraite. Une centaine de combattants qui n'ont pu fuir sont fusillés sur place. La barricade du boulevard Saint-Marcel est prise et la brigade Bocher arrive à la mairie du XIII^e en même temps que la troupe du général Osmont, remontée par les avenue d'Italie et de Choisy. La barricade Baudricourt est jonchée de cadavres après sa destruction.

Le général Bocher continue sa marche par les boulevards de

l'Hôpital et de la Gare. Le dernier refuge de la place Jeanne-d'Arc tombe à l'issue d'un combat meurtrier, Wroblewski, sur le point d'être cerné est contraint à la retraite. Sous la protection des feux des barricades du pont d'Austerlitz, il parvient à faire passer sur la rive droite un millier de ses combattants et une partie de ses canons.  **MARCEL CERF**

*Lissagaray, *Histoire de la Commune de 1871*

La Commune de Paris face à la Faculté de médecine

Les cours d'été auraient dû reprendre à la Faculté de médecine de Paris le 27 mars 1871. Ils sont ajournés «sine die». Pourtant Paris a besoin des étudiants en médecine pour pallier le manque de praticiens en ce temps de guerre.

Le gouvernement de la Commune prend rapidement conscience de l'importance du bon fonctionnement de cette école à la fois académique et professionnelle qui permet de former ceux qui pourront assurer cette présence. Mais les professeurs n'y sont plus présents, ou ne donnent que très peu de cours. Les examens attribuant les grades médicaux n'ont plus lieu. En fait, depuis quelques semaines la faculté sert plus de lieu de réu-

nions que de site d'enseignement.

Aussi la Commune décide en avril qu'il faut non seulement trouver les moyens de rouvrir les cours mais également de réformer l'enseignement médical.

Mais toutes ses tentatives vont échouer.

En ce qui concerne les cours, pour leur réouverture, il est nécessaire de trouver un nouveau doyen à la faculté. Le doyen Charles Adolphe Wurtz (1817-1884) est parti pour Versailles au tout début avril sur ordre, dit-il, du recteur de l'Académie. La Commune fait alors appel à Alfred Naquet (1834-1916)¹. Mais Naquet, ne remonte pas à Paris pour prendre le décanat². La Commune aurait alors pensé à

deux autres doyens possibles. Tout d'abord Pierre Adolphe Piory (1794-1879), professeur retraité de clinique médicale³. Enfin, le troisième doyen pressenti est le père Dupré⁴. Il est engagé dans les réformes que Vaillant veut instituer auprès d'un certain docteur Rambaud et de Paul Reclus jeune frère d'Elisée et d'Élie. Mais Dupré refuse. Personne ne veut diriger la faculté de médecine et son enseignement.

Puisque la faculté reste sans organisation, Édouard Vaillant décide de reprendre la décision votée le 17 avril, juste avant sa prise de fonction, qui consiste à laisser aux médecins, professeurs et étudiants eux-mêmes le soin de réorganiser cet enseignement

avec la liberté d'en modifier les structures. Afin d'engager ces changements, la Commune charge les professeurs et docteurs Dupré, Rambaud et Reclus d'être les porte-parole des choix de la communauté médicale⁵. Pour connaître les souhaits de cette communauté, les professeurs libres, les étudiants et enfin les docteurs de chaque arrondissement de Paris doivent élire le 22 avril leurs délégués représentants afin que ceux-ci se réunissent le lendemain 23 avril. Cinq cents élèves se réunissent dans le grand amphithéâtre et, refusant l'ingérence de la Commune dans l'enseignement médical, décident de ne pas élire leurs délégués. De leur côté, ni les docteurs, ni les professeurs libres ne se sont réunis. Devant un tel échec, Vaillant abandonne la question de l'enseignement à la Faculté de médecine.

On peut largement supposer que la cause de cet échec de la Commune face à l'École de médecine est en grande partie due aux contraintes d'une guerre civile. Comment nommer un nouveau personnel et réformer un enseignement en quelques jours seulement ? Une réforme de l'enseignement médical réfléchi par tous les représentants du corps médical, étudiants compris aurait pourtant dû recueillir toutes les voix, puisqu'elle était demandée depuis longtemps et notamment

durant le premier congrès international des étudiants de 1865. De plus, la Commune rencontre de nombreux sympathisants parmi les anciens étudiants qui ont mené une véritable opposition à l'Empereur. On peut citer Regnard, Rey, Jaclard, Lafargue étudiants en médecine qui ont eu un rôle certain sur la vie quotidienne de cette École et de son enseignement sous l'Empire. Un deuxième point étonnant est que la Commune fasse appel aux professeurs libres. Le projet de loi pour la liberté de l'enseignement supérieur qui faillit être voté en juin 1870 ne tendait qu'à élargir la loi Falloux au supérieur. Le manque de moyens de l'enseignement officiel ne lui donnait aucune chance de survie face à un enseignement privé dans une société où seule la classe économiquement bourgeoise parvenait aux études supérieures. Que la Commune ne remette pas en cause cette loi et qu'elle fasse appel aux représentants de cet enseignement privé pour rouvrir un enseignement public reflète un réel manque d'assurances quant aux devenir des tentatives menées pour réformer cette institution plusieurs fois centenaire !

Les cours ne reprendront dans ses locaux qu'après la Commune, le 12 juin 1871, avec son doyen Wurtz revenu de Versailles dès la fin de la semaine sanglante...

Notes

(1) Alfred Naquet, agrégé de la Faculté de médecine, est depuis les élections du 8 février député du Vaucluse. Il refuse l'Armistice et ne reconnaît pas le gouvernement de Versailles. Il est un républicain radical connu et reconnu depuis ses deux arrestations sous l'Empire : la première comme organisateur avec Accolas du congrès de Genève en 1867 ; la deuxième pour son livre *Religion, propriété, famille* qui le déchoit de ses droits d'enseignant.

(2) Il faut dire que Wurtz est son maître en chimie, dans le laboratoire duquel il a fait toutes ses études, et surtout où il trouvait refuge après chacune de ses arrestations. Il faut ajouter que Naquet est un des premiers députés à demander l'amnistie des Communeux en 1876.

(3) Il est vrai que Piorry est sur les lieux, qu'il est réputé comme rebelle aux conventions et préjugés, et qu'il a combattu la théorie vitaliste qui place le « principe vital » et parfois l'âme au cœur de la médecine. Pourtant, Piorry est aussi connu pour ses poèmes aux louanges de Dieu et comme peu enclin à quelque parti politique que ce soit. Ce choix reste donc une énigme.

(4) Simon Jules Dupré (1814-1883), appelé familièrement « le père Dupré », professeur libre d'anatomie à l'École pratique de médecine. Le père Dupré représente non seulement les professeurs libres de l'enseignement supérieur dont la Commune a besoin pour rouvrir les cours, mais il est surtout très apprécié des étudiants pour son excentricité.

(5) Maitron, Jean (1910-1987), Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français [Ressource électronique, CD Rom], article : Dupré.


8 mai 1871 Manifeste de la fédération républicaine des écoles

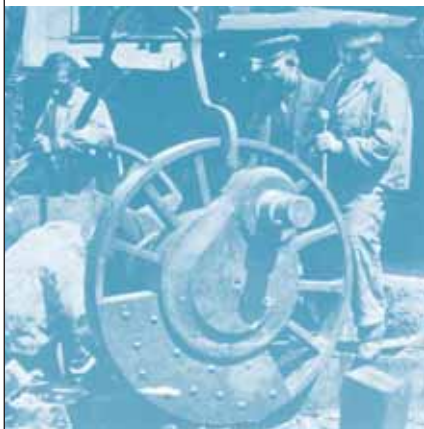
Les étudiants et professeurs de médecine qui, le 23 avril 1871, refusèrent d'apporter leur soutien à la Commune n'étaient heureusement pas les seuls représentants de la pensée française. En effet, dans le journal de Jules Vallès, le Cri du Peuple du 14 mai 1871, on peut lire «Le Manifeste de la Fédération républicaine des Ecoles» du 8 mai 1871. Son siège est situé dans le petit amphithéâtre de l'Ecole de Médecine. Quelques extraits de ce manifeste donnent une idée de l'idéal qui l'anime. Les élèves des différentes écoles de Paris ont décidé de mener une action commune pour défendre la République et la Commune.

Ils veulent détruire les mensonges de ceux qui prétendent que la capitale est à la merci d'une bande de pillards et d'assassins. «*Il faut dire bien haut que Paris, confié à sa Garde nationale, n'a jamais joui d'une plus grande sécurité intérieure.*»

Le gouvernement de Versailles est impopulaire par sa lâcheté devant les Prussiens et par ses insultes et provocations à l'égard du peuple : nomination du général de Paladines au commandement de la Garde nationale et du général Vinoy comme gouverneur de Paris ; atteinte à la liberté de la presse comme au temps de l'ère impériale ; refus de l'Assemblée de siéger à Paris, etc....

Le ton est parfois un peu emphatique, mais des envolées d'une grande sincérité empoignent souvent le lecteur : «*Les écoles de Paris, que leur glorieuse tradition voue à la défense des causes justes et généreuses, ne peuvent-elles pas, ne doivent-elles pas élever la voix et vous dire : voici, d'un côté une population qui fonde ses franchises communales, de l'autre un gouvernement et une assemblée qui lui refusent ce droit (...)* La guerre civile est commencée. Que les Républicains ne répètent pas, en combattant isolément, les fautes de 1848 et 1851 que la France et la Liberté déplorent encore ! L'union fait la force ! Vive la République !»

Le Manifeste est signé par les représentants des écoles de Pharmacie, des Mines, de Médecine, des Beaux-Arts, de Droit, de Sciences naturelles. C'est en quelque sorte, une riposte enflammée à l'échec du 23 avril 1871.  **MARCEL CERF**



La condition ouvrière sous le Second Empire

LA démographie ouvrière est liée à l'essor du capitalisme industriel sans discrimination pour le sexe : un ouvrier sur trois est une femme ; à l'homme le bois et le métal, à la femme le tissu et le vêtement. Cent mille enfants travaillent dans la grande industrie, dont 77% âgés de dix à douze ans, ainsi que 20% de mineurs dans les mines de charbon, car ils se glissent plus facilement dans les galeries. A Paris 25 000 ouvriers ont moins de dix-huit ans.

Les salaires sont mis sous tutelle par une exploitation des apprentis permettant de baisser le revenu des adultes.

Le travail à domicile demeure la forme la plus répandue permettant en secret une auto-exploitation jusqu'aux limites de

l'épuisement. Le machinisme industriel croissant contribue à la parcellisation des tâches professionnelles, c'est la machine qui fait l'ouvrier spécialisé et non l'ouvrier polyvalent qui contrôle la machine.

La migration entre ouvriers-paysans et paysans-ouvriers crée une concurrence déloyale pour les premiers et leur impossibilité de voter.

DES AMENDES PARFOIS TRÈS LOURDES

Le destin de précarité se caractérise par une journée de travail de plus de douze heures.

Dans les industries de main-d'œuvre, le salaire à l'heure subit la concurrence du salaire à la tâche. La discipline d'atelier repose sur des amendes parfois très lourdes, en cas d'absence pour raison de santé. Le marchandage entre patrons et ouvriers-tâcherons repose sur la sous-traitance du petit outillage à domicile, la chambre devenant un atelier de fortune. L'évolution des salaires dépend des régions, de l'irrégularité de l'emploi. En 1860, sous l'Empire dit «libéral», les mortes saisons aboutissent à des journées de seize heures en pleine saison mais la misère s'accroît en raison de l'augmentation du coût de la vie.

À cette époque, 5% des ouvriers de Paris survivent avec 6 francs par jour, la majorité dispose de 3 à 6 francs, 50% des ouvriers sont endettés. L'emprunt est de règle en 1867, les monts-de-piété voient affluer en période de dépression matelas et objets de literie.

80% du budget de l'ouvrier est consacré à l'alimentation, basée sur le pain, les féculents, et parfois la soupe de bœuf. Le repas de midi est souvent pris sur l'établi. La hausse des loyers

... CONDITION OUVRIÈRE

est la conséquence des travaux d'apparat du baron Haussmann. Les chambres sont occupées jour et nuit, d'où exigüité, obscénité, promiscuité, humidité, insalubrité. L'eau buvable est polluée, les eaux usées stagnent sur les paliers.

La médiocrité parisienne des conditions de logement est une cause principale de la mauvaise santé et de la petite taille des ouvriers et ouvrières. La tuberculose pulmonaire, maladie des ateliers humides du textile et de la pauvreté, représente le tiers des décès à Lyon. La surmortalité infantile atteint des proportions terrifiantes : choléra, typhoïde, méningite sceptique prolifèrent dans les quartiers pauvres à domination ouvrière. L'inégalité se poursuit devant la mort et au-delà ; les deux tiers des ouvriers parisiens sont enterrés dans la fosse commune sans succession patrimoniale.

ACCIDENTS ET MALADIES DU TRAVAIL

Les accidents du travail sont légions : colonne vertébrale brisée par les efforts brutaux, amputations dues aux courroies des machines, asphyxie par coup de grisou, écrasement par éboulement dans les mines, maladies respiratoires dues au «floconage» et à la poussière dans l'industrie textile, intoxication au plomb, au mercure, à l'arsenic, au phosphore, au chlore, au cuivre (céruse) dans les fonderies, brûlures de la peau dues à la galvanoplastie répandue dans une époque obsédée par la dorure. La législation en matière d'accidents du travail est inexistante, l'encadrement médical très insuffisant, et l'hospitalisation une fin sans issue.

Le droit de grève sera voté en 1868 lors de la pseudo-libération du régime impérial mais l'im-



Gustave Caillebotte, *Raboteurs de parquets*, 1875, Musée d'Orsay

possibilité de toute organisation syndicale, l'impunité des patrons qui licencient les responsables, le chantage au lock-out, la brutalité de la police vis-à-vis des rassemblements ouvriers rendent le droit de grève illusoire (grève de Fourchambault en 1870).

La répression versaillaise, en éliminant le quart de la population ouvrière parisienne, acheva le travail de suppression programmée de l'homme de peine : par exemple, cette disparition sociale est évidente dans le tableau de Gustave Caillebotte «Les Raboteurs de parquet», où l'on voit un jeune apprenti abandonné à lui-même et imitant son voisin plus âgé pour exécuter le geste, le maître a disparu avec son savoir (sens du rapport esthétique-efficacité du geste manuel singulier). **PHILIPPE LÉPAULARD**

PS : la sinistreuse ouvrière ne serait pas complète si l'on oubliait le sort malheureux des blanchisseuses contaminées par la syphilis présente dans la lingerie de la «civilisation du bordel» au XIX^e siècle (supplément du *Nouvel Observateur* de décembre 2007).

Références : *Le dictionnaire du Second Empire*, chapitre «Ouvriers» sous la direction de Jean Tulard, Éditions Fayard

Claude Debussy

Faune, rebelle et fils de communard

le fédéré
Manuel-Achille Debussy
père de Claude

En 1871, quand éclate la Commune, le futur compositeur a neuf ans. Peu d'instruction traditionnelle : il va à peine à l'école. Ses parents, Clémentine et Manuel-Achille, ont fait faillite après avoir tenu un modeste commerce de céramiques et poteries. Devenu chômeur, le père prend un emploi d'ouvrier dans l'imprimerie Dupont qui débauche à son tour. Il accepte un poste au Service des vivres de la Mairie du I^{er} arrondissement de Paris. La mère se réfugie à Cannes avec ses enfants, dont Claude. Elle est enceinte d'un quatrième qui naîtra chez sa tante paternelle Clémentine De Bussy(*) laquelle jouera un rôle essentiel dans la vie de son neveu, Claude.

A Paris, la Commune éclate et Manuel-Achille s'engage dans la Garde nationale. Promu capitaine puis dirigeant d'un bataillon, il se fait arrêter le 22 mai par les troupes de Mac-Mahon.

Interrogatoires puis procès près le Conseil de Guerre : quatre ans de prison, suspension de ses droits civiques et familiaux.

La mère et les quatre enfants regagnent Paris, mais tout est changé. Il semblerait que Clémentine et son compagnon, courtier en peinture, soient devenus alors des soutiens solides pour Claude Debussy et les siens dans cette situation familiale et économique difficile.


En prison, le père a rencontré un autre communard, musicien autodidacte et chef d'orchestre. Passionné par Bach, Chopin et Wagner, il conseille

le père, lequel, grâce à sa sœur toujours, fait prendre des cours de composition et de piano à l'enfant par une pianiste, Antoinette-Flore Mauté qui n'est autre — si peu ! — que la belle-mère de Paul Verlaine !

Doué pour le moins, atypique certes, celui qui voulait être peintre va devenir musicien en prenant la voie royale : Conservatoire de musique de Paris dès 1872, contacts avec de nombreux artistes. Voyages en Russie, en Autriche, en Italie... puis la consécration suprême : Grand prix de Rome !

Les amis sont tout aussi prestigieux : Nijinski, Mallarmé, Satie, Louÿs...

Nous ne parlerons pas de son œuvre, ce serait un tout autre sujet. Mais tout laisse à penser que dans la volonté de rompre avec les traditions musicales de son époque, il y ait toujours eu chez ce fils de communard, resté proche des siens, un sang bouillonnant, appelant des changements radicaux tant dans la musique que dans la société.

 NICOLE RICA ET JACQUES KERZANET

** Les De Bussy n'étaient nullement nobles mais petits agriculteurs et vigneron d'origine bourguignonne de Bussy-le-Grand près de Dijon. Dans les années 1860, ils transformèrent leur nom en Debussy.*

Sources : *Le Robert, Dictionnaire universel des noms propres ; Histoire de la Musique sous la direction de Brigitte et Jean Massin ; internet, famille Debussy*

Laïcité

Lettre ouverte au Président de la République

Le 14 janvier 2008, au nom des Amis de la Commune de Paris, notre président Jean-Louis Robert a envoyé la lettre qui suit à Monsieur Sarkozy.

Monsieur le Président,

Le 3 avril 1871, «considérant que le premier des principes de la République française est la liberté ; considérant que la liberté de conscience est la première des libertés ; considérant que le budget des cultes est contraire au principe, puisqu'il impose les citoyens contre leur propre foi...», la Commune de Paris décrétait : «Art 1. L'Eglise est séparée de l'Etat ; Art 2. Le budget des cultes est supprimé...».

Notre association, qui défend la mémoire et l'œuvre de la Commune de Paris, s'honore que la Commune ait, 35 ans avant la III^e République, pris cette mesure fondatrice des libertés républicaines. Nous avons ainsi considéré que nous devions nous élever avec vigueur contre vos déclarations tenues à Rome lors d'une visite officielle comme Président de la République. Ces déclarations, sous couvert de «laïcité positive», remettent gravement en cause les bases de la laïcité.

Lorsque vous déclarez, «un homme qui croit est un homme qui espère ; et l'intérêt de la République, c'est qu'il y ait beaucoup d'hommes et de femmes qui espèrent», vous établissez une discrimination morale entre croyants et incroyants. Comme si les incroyants n'étaient pas capables de la transcendance et de l'espérance qui donnent un sens à la vie. Jean Jaurès, que vous citez volontiers, ne disait pas autre chose dans la préface à son Histoire de la Révolution française. Et les incroyants, comme les croyants, peuvent donner leur vie pour une grande cause. Pensez donc à Guy Môquet, Monsieur le Président ! Surtout vous

annoncez dans cette phrase que, dans l'intérêt de la République, il faudra donc soutenir les Eglises, ce qui rompt le pacte laïc et républicain. Vous divisez croyants et incroyants.

Déclarer que, «la morale laïque» n'est «pas en mesure de combler le besoin profond des hommes et des femmes de trouver un sens à leur existence», est scandaleux dans la bouche d'un Président de la République française parlant devant les autorités de l'Eglise. C'est implicitement mais clairement déclarer que l'Etat français se prononce pour la religion.

Une dernière remarque, vous faites un procès aux laïcs en sectarisme. C'est amusant quand on connaît vraiment l'histoire ! Mais votre pensée est bien trop simple. Par exemple, défendre «la liberté des parents de faire donner à leurs enfants une éducation conforme à leurs convictions», ne peut être vu si unilatéralement. Il y a aussi lieu de tenir compte de la liberté de conscience de l'enfant qui peut être endoctriné dans certaines écoles religieuses, ou abusé par des mensonges qui vont à l'encontre de tout ce que les sciences ont largement prouvé.

Au bilan, Monsieur le Président de la République, vous nous proposez un très grave et très dangereux retour en arrière, une conception très bonapartiste des rapports de l'Eglise et de l'Etat. A moins que vous ne proposiez bientôt que, comme aux Etats-Unis, il faille, sous couvert de transcendance, n'accorder foi devant les tribunaux qu'au serment devant la Bible !

Veuillez agréer...

LE GUIDE DES SOURCES DE LA COMMUNE DE PARIS ET DU MOUVEMENT COMMUNALISTE (1860-1880)

Une contribution inédite et originale

Pour aider à comprendre en quoi cet ouvrage se distingue, par sa nature même d'instrument de recherche, de tout ce qui a été publié jusqu'ici, il faut répondre à trois questions essentielles et énoncer une particularité majeure.

Pourquoi un guide des sources d'archives de la Commune de Paris ? Les sources publiques et privées, manuscrites et imprimées, de la Commune de Paris et du mouvement communaliste, représentent un patrimoine considérable — dont une partie a été détruite au cours même des événements — extrêmement dispersé à Paris, dans la région parisienne, en province, et dans un certain nombre de pays étrangers, pas seulement ceux où ont résidé des communards exilés. D'où l'idée que nous avons avancée au début de 2001, que par analogie avec ce qui avait été fait dans des domaines très divers, il convenait de réaliser un guide de sources d'archives de la Commune.

Pourquoi un partenariat avec les Archives de France ? La collaboration technique entre l'équipe scientifique constituée pour réaliser ce projet et la direction des Archives de France allait de soi, dès lors que le domaine des archives est régi par des textes législatifs et réglementaires et qu'il s'agit pour la plus large part, de fonds conservés et d'inventaires réalisés par les services de l'administration. Les services locaux d'archives ont été mis à contribution,

ainsi que les services centraux.

Le Département de la politique archivistique et de la coordination interministérielle, celui de l'innovation technologique et de la normalisation et celui des publics sont intervenus sous les formes appropriées en fonction de leurs compétences aux différents stades des travaux.

Pourquoi un soutien de la Ville de Paris ? La participation de la Ville de Paris a revêtu une signification symbolique et s'est inscrite dans une continuité attestée par diverses initiatives, par le concours apporté chaque année par une mairie d'arrondissement à la commémoration du 18 mars, par la présence fidèle d'élus parisiens à la manifestation du Mur des Fédérés. Au-delà du symbole, elle s'est avérée concrète et efficace par les subventions qui ont permis l'équipement informatique de l'équipe scientifique, le financement des bases de données, une part des frais de fonctionnement et la mise à la disposition de l'auditorium.

Un outil de travail à la disposition de tous. Edité par la *Documentation française*, le guide fait l'objet, comme toutes les publications officielles, d'une diffusion commerciale par l'éditeur. La diffusion militante par Les Amis de la Commune est également engagée et doit se poursuivre activement. Mais la consultation, l'utilisation du guide ne se limitent pas à ce dispositif.../...



... GUIDE DES SOURCES

En effet, dès sa publication, le guide a été installé non seulement dans les musées, bibliothèques, institutions et services dont il recense et analyse les fonds — et dont il faut espérer qu'ils utiliseront les moyens d'information dont ils disposent pour faire connaître cette publication — mais dans l'ensemble du réseau de la direction des Archives de France sur le territoire national et dans certaines institutions étrangères. Il répond ainsi à sa vocation fondamentale, qui est d'être à la disposition des chercheurs, des étudiants et du public de lecteurs qui fréquentent ces établissements.

...Cette entreprise est une œuvre de science, qui offre aux historiens un outil de travail exemplaire, loin de toute considération partisane. Mais elle est aussi un magnifique hommage aux insurgés de Paris, aux valeurs universelles qu'ils ont défendues et pour lesquelles beaucoup d'entre eux ont perdu la vie... **BERTRAND DELANOË, MAIRE DE PARIS (PRÉFACE DU GUIDE)**

...Le bilan de l'enquête et la présentation des fonds d'archives contenus dans cet ouvrage sont le fruit d'un travail de très grande envergure...Je suis particulièrement heureuse d'ajouter cet ouvrage à la liste des guides que la direction des Archives de France a à cœur de faire paraître ou d'aider à publier dans le cadre de la politique scientifique qu'elle anime. **MARTINE DE BOISDEFRE, DIRECTRICE DES ARCHIVES DE FRANCE (AVANT-PROPOS)**

...La réalisation du Guide des sources d'archives de la Commune de Paris et du mouvement communaliste (1864-1880) considéré dans toutes ses dimensions, sera finalement une œuvre de longue haleine, qui associera aux pionniers des années 2001-2007 de nouvelles compétences, voire de nouvelles passions pour la recherche, pour la vérité historique, pour la reconnaissance à l'égard d'hommes et de femmes qui eurent le mérite d'une révolution sociale aux avant-postes de la République et des libertés municipales... **RENÉ BIDOUZE, COORDINATEUR DE L'ÉQUIPE SCIENTIFIQUE (INTRODUCTION GÉNÉRALE)**



illustration hors texte du guide

UN OUTIL DE TRAVAIL POUR PARIS ET L'ÎLE-DE-FRANCE. Le texte de la quatrième page de couverture précise qu'«avec ce guide, les chercheurs disposent désormais d'un outil de travail quasiment exhaustif pour Paris et l'Île-de-France».

La grille d'enquête a été diffusée sur l'ensemble du territoire, et l'équipe a traité au fur et à mesure les dossiers qui lui étaient remis par la direction des Archives de France. Si les archives concernant les Communes proclamées dans plusieurs grandes villes et les manifestations républicaines de la période conservées dans les services des départements de province ont été disjointes, une bonne partie d'entre elles n'en ont pas moins subi un certain traitement. On peut espérer qu'un jour les conditions d'une reprise et d'un achèvement des travaux pour la réalisation d'un deuxième volume seront réunies.

UN VOLUME PAPIER DE 732 PAGES, 65 EUROS.

Le Guide des sources de la Commune de Paris et du mouvement communaliste (1864-1880) est édité par la direction des Archives de France à la Documentation française : 29, quai Voltaire, 75344 Paris cedex 07 - Tél 01 40 15 69 96 - www.ladocumentationfrancaise.fr — Ouvrage disponible au siège des Amis de la Commune.

SUR LE SITE INTERNET DE L'ASSOCIATION, 50 000 DOSSIERS RÉFÉRENCÉS.

En tête du guide, après la page de titre, on peut lire cet avertissement : Les dossiers individuels des communards et sympathisants référencés dans les fonds d'archives suivants : 8 J Dossiers des conseils de guerre, au Département de l'armée de terre du Service historique de la Défense ; BB 24 Grâce demandées et accordées ou refusées aux Archives nationales (site parisien) ; et B 4 « Fichier des communards » aux Archives de la préfecture de police. Ces dossiers ont fait l'objet de bases de données informatisées et sont accessibles sur le site des Amis de la Commune de Paris 1871 : www.commune1871.org

Une œuvre de longue haleine : la promotion du guide

DÈS LA PARUTION. L'élaboration du guide a demandé plus de six années de travail. Il faut maintenant en assurer la promotion. Dès cet été, on pouvait consulter sur le site internet de la Documentation française un «Vient de paraître» accompagné d'une reproduction de la couverture et d'un bon de commande. La parution a été également annoncée sur le site de la direction des Archives de France et sur celui des Amis de la Commune, de même que par Amazon, organisme commercial de diffusion internationale du livre.

LA PRÉSENTATION PUBLIQUE À L'HÔTEL DE VILLE DE PARIS.

La présentation publique du guide a été faite dans une séance placée sous le parrainage du ministère de la Culture et de la Communication à l'auditorium de l'Hôtel de Ville le 13 septembre 2007 en présence d'un public intéressé, de personnalités et de représentants des services et institutions concernés et de journaux et revues (cf bulletin n°32).

DANS LE CADRE PRESTIGIEUX DE «LIRE EN FÊTE».

Pendant trois jours, le vendredi 19 octobre 2007, les samedi et dimanche 20 et 21 octobre, se tenaient les animations de *Lire en fête* à l'Hôtel de Soubise, dans les bâtiments du Musée de l'Histoire de France. Aux diverses manifestations s'ajoutait une série de dix conférences sur des sujets historiques divers. La dernière de ces conférences avait pour thème *Le Temps des cerises*, histoire d'une chanson comprenant la présentation d'une biographie de Jean-Baptiste Clément par Bernard Vassor et un exposé de l'historienne Dominique Delord. Cette conférence, qui s'est déroulée dans une salle comble, avait été ouverte par un exposé de René Bidouze.../...

... **GUIDE DES SOURCES** analysant le Guide des sources de la Commune.

Un large public pouvait prendre connaissance par ailleurs de cet ouvrage aux tables de présentation des Archives nationales.

MULTIPLICATION DES ANNONCES ET NOTES DE LECTURE. Divers organismes, associations, revues, ont annoncé la parution du guide et prévoit des notes de lecture. Il en est ainsi d'*Histoire et vies du Xe*, association affiliée à la Fédération des sociétés historiques et archéologiques de Paris et de l'Ile-de-France, de la revue *Histoires littéraires*, des *Cahiers de l'Institut CGT d'Histoire sociale*, du magazine municipal à Paris, du bulletin des

Amis de Louise Michel, du quotidien *l'Humanité*, de la revue d'histoire *l'Ours*, de l'Association Louise Michel, de l'Institut Gustave Courbet... Un article de présentation sera publié dans le prochain numéro de la revue *Autour de Vallès*.

Que tous ceux qui ont des contacts et des relations avec des associations, établissements, revues d'histoire, etc, susceptibles de faire connaître le guide et de contribuer à son rayonnement s'emploient dans ce sens — comme l'ont fait sans attendre plusieurs membres de l'équipe — et fassent connaître les initiatives qui auront été prises. Ce sera une contribution militante au succès de cette réalisation.

CIRQUE NATIONAL
Boulevard des Filles du Calvaire.

Dimanche prochain 30 Avril 1871
A UNE HEURE TRÈS-PRÉCISE.

CONCERT PATRIOTIQUE

DONNÉ
AU BÉNÉFICE DES FAMILLES DE NOS VICTIMES
Par la Commission d'Enquête du XI^e Arrondissement
AVEC L'APPROBATION DES MEMBRES DE LA COMMUNE
ET LA CONCORDÉ DÉMONSTRÉE DE

MM. PLESSIS, CHARELLI, DEMARQUOIS, RAOUL, ROUSSEL DE MERY, le poète populaire,
M^{lle} FANNY KELLER, JANVIER, STELLA, ANGELLINA, M. OUVIER et son orchestre
M. TARTARET, M. BELLIER dirigeant la Fanfare du 58^e Bataillon.

PROGRAMME

<p>PREMIÈRE PARTIE.</p> <p>1. La Grange aux Belles (ouverture-fantaisie), par la Fanfare..... M. VILLARD.</p> <p>2. Les yvres heureux de la Terre..... M. RAOUL.</p> <p>3. Les Canards Tyroliens..... M^{lle} ANGELLINA.</p> <p>4. L'Anglais Petit Héros..... M. DEMARQUOIS.</p> <p>5. Je perds à l'Enfer..... M^{lle} STELLA.</p> <p>6. On ne mourit pas d'aimer..... M. CHARELLI.</p> <p>7. La Fiancée de Tyrol..... M^{lle} FANNY KELLER.</p> <p>8. Fisch-ou-Kang..... M. JANVIER.</p> <p>9. Salut aux Mères de la France..... M. PLESSIS.</p> <p>10. S. F., opérette..... M^{lle} FANNY KELLER, M^{lle} ANGELLINA et M. DEMARQUOIS.</p>	<p>DEUXIÈME PARTIE.</p> <p>1. Fontaine sur Guillaume Tell, par la fanfare du 58^e Bataillon..... M. LAJAYTE.</p> <p>2. La Foudre pousse..... M. RAOUL.</p> <p>3. Le Père des Montagnes..... M^{lle} ANGELLINA.</p> <p>4. Mon Garçon..... M. DEMARQUOIS.</p> <p>5. Pourras-tu venir..... M^{lle} STELLA.</p> <p>6. Voici la Liberté..... M. CHARELLI.</p> <p>7. L'Air du Barbier..... M^{lle} FANNY KELLER.</p> <p>8. Le Roi des Saltimbanques..... M. PLESSIS.</p> <p>9. Qu'en as-tu vu..... M^{lle} FANNY KELLER.</p> <p>10. Le Lyon surpris..... M. ROUSSEL DE MERY.</p> <p>11. Fanfare des Dragons..... M. GLODORIE.</p>
--	--

De la Commune révolutionnaire, par M. TARTARET. — Marche Militaire. — Airs patriotiques. — Morceaux de retraite.
PAR LA FANFARE DU 58^e BATAILLON.

L'Orchestre sera conduit par M. OUVIER

Ouverture des bureaux à Midi. — On commencera à une heure précise.

PRIX DES PLACES :
Premières : 25 c.
Deuxièmes : 15 c.
Troisièmes : 25 c.



La Truite, 1871, Kunsthau Zurich · *Portrait de l'artiste dit Le Désespéré*, vers 1843-1845, collection particulière

Courbet revisité

A lors que la rétrospective de 120 tableaux de l'oeuvre de Courbet vient de se terminer après plus d'un trimestre d'exposition, nous constatons avec plaisir l'énorme succès éditorial qu'elle a suscité. La figure caricaturale et simpliste qui était encore de mise à son sujet semble maintenant écartée au profit d'une vision beaucoup plus nuancée et d'une reconnaissance de son ouverture au monde moderne du fait même de ses engagements esthétiques et politiques.

Jean-Michel Albérola, un des peintres connus les plus intéressants de la scène artistique française, interviewé sur Courbet, n'a-t-il pas déclaré dans *Télérama* : « la première chose à dire de Courbet, c'est qu'il résiste à la récupération bourgeoise, ... il y a

en lui quelque chose qui gêne, qui empêche les collectionneurs d'accéder à lui sans réticences... il traite le motif frontalement... ce qu'il dit est clair : "Voilà comment ça se passe, je vais vous montrer la condition ouvrière. La France d'aujourd'hui, c'est ça" ... il inaugure de façon radicale le statut de l'artiste contemporain ». Le catalogue de l'exposition, excellent comme d'habitude, quoiqu'un peu succinct sur la Commune, contient un article passionnant de Bruno Martin, conservateur au Centre de recherche et de restauration des musées de France au Louvre. Cet article, appuyé sur les travaux de nombreux chercheurs, montre la complexité de l'inspiration de Courbet dont les tableaux passés aux rayons X révèlent des compositions abandonnées sous la couche finale de peinture. On connaissait les repeints du portrait du philosophe «Proudhon avec ses filles» et les changements intervenus dans la composition de «L'Atelier». L'autportrait emblématique de l'exposition «Le Désespéré» de 1843-45 est ainsi retrouvé en fantôme sur la toile des «Baigneuses» de 1853, accompagné d'une tête de mort ! Ces découvertes, témoins d'une certaine fragilité psychologique nous le rendent infiniment plus humain.

Il est impossible de tout dire de la richesse des points de vue exprimés à l'occasion de l'exposition du Grand Palais et du colloque qui s'ensuivit au musée d'Orsay. Nous nous contenteront pour finir de citer Bertrand Tillier, auteur de la thèse intitulée «La Commune, une révolution sans image ?» : «*Le peintre s'employa simultanément à refuser de reconnaître au sens juridique, le régime impérial et l'Etat confondus, et à revendiquer le droit de s'émanciper de leur autorité, en produisant sa propre souverai-*

... COURBET REVISITÉ

neté d'individu et d'artiste» (catalogue, p 25).

En conclusion de ce nouvel intérêt pour le peintre et en collaboration avec l'association «Les Amis de Gustave Courbet», nous pourrions peut-être travailler à un projet ambitieux qui aboutirait à la révision du procès inique intenté sous le prétexte du déboulonnement de la colonne Vendôme et qui fut la cause de sa mort prématurée.

 EUGÉNIE DUBREUIL



Courbet par Carjat, en 1866

Lire aussi : «Courbet, l'adversaire le plus acharné de l'idéalisme», d'Ardeno Soffici, futuriste italien, 1911, traduit par Gérard-Georges Lemaire et paru dans le supplément «Les lettres françaises» de l'Humanité du 1^{er} décembre 2007.

L'exposition doit être présentée aux USA et ensuite au musée Fabre de Montpellier du 13 juin au 28 septembre 2008.

Exposition Guerre et poste

Le Musée de la Poste retrace dans une passionnante exposition l'histoire des liaisons postales pendant les guerres de 1870, 1914-1918 et 1939-1945, à travers 600 objets et documents, et 20 dessins originaux de Tardi. Une salle entière est consacrée au Siège et à la Commune.

Pendant la guerre de 1870, priorité est donnée aux correspondances militaires. En prévision du blocus de Paris par les Prussiens, un corps de «coureurs des postes» est mis en place, mais ne s'avère guère efficace. Certains agents se livrent à des actes de résistance, comme Juliette Dodu, à Pithiviers, qui espionne les lignes télégraphiques des Prussiens. Dénoncée, elle est arrêtée, condamnée à mort puis graciée, avant d'être libérée en raison de l'armistice. Pour son acte de bravoure, elle fut décorée de la Légion d'honneur. Une image d'Epinal retrace son aventure.

L'interruption des liaisons routières et ferroviaires rend le ravitaillement impossible. C'est le début du 1^{er} Siège, particulièrement éprouvant pour les Parisiens. On mange du chien, du chat, du rat, comme le rappelle une collection d'assiettes présentée dans une vitrine et une gravure sur «le dépeçage des rats». Les buffles, les zèbres, les yaks et l'éléphant du Jardin des Plantes sont abattus et figurent au menu de certains restaurants de luxe... Pour acheminer le courrier dans Paris, on utilise des chiens de bergers munis de colliers contenant la correspondance.

CES ÉTRANGES BOULES DE MOULINS

On immerge aussi des «boules de Moulins» (ville où le courrier est centralisé) dans la Seine. Plusieurs exemplaires de ces sortes de boîtes aux lettres étanches sont présentés dans l'exposition. Elles devaient être pêchées grâce à



Lettre envoyée de Paris, rue des Gravilliers, à l'aide d'un ballon d'enfant par Alfred Roseleur à son épouse Léonie résidant à Aubusson, 19 novembre 1870
Musée de La Poste, Paris

des filets. Mais l'hiver 1870-71 est particulièrement rigoureux (moins 12°C), la Seine est prise par les glaces et les filets aussi. De 1871 jusqu'à nos jours on retrouvera une vingtaine de ces boules. Une des dernières fut repêchée le 14 avril 1982 à Vatteville-la-Rue (Seine-Maritime). Elle contenait 306 lettres, dont 62 adressées à des soldats en garnison à Paris ! Les ballons à nacelle et les pigeons voyageurs seront plus opérants.

Le 6 septembre 1870 à Metz, un pharmacien-major, Julien Jeannel, et un médecin aide-major de l'armée, le Dr Papillon, lâchent leurs premiers «ballons des pharmaciens» ou «papillons de Metz». Mais l'expérience sera interrompue après que plusieurs courriers officiels soient tombés aux mains des Prussiens. Plus efficaces, les ballons à nacelle, dirigés par des aérostiers, parviennent à bon port.

BALLONS À NACELLE ET «PIGEONGRAMMES»

Le «Montgolfier», parti de Paris le 25 octobre 1870 à 8h30 atteint Heiligenberg (Bas-Rhin), vers 13 h, avec cinq sacs de courrier de 50 kg chacun. Du 23 septembre 1870 au 28 janvier 1871, ce sont 67 ballons qui décollent de Montmartre, de la Villette, des Tuileries, des gares de l'Est, du Nord et d'Orléans, emportant des personnalités et du courrier. On



*L'arrestation d'un courrier français par les Prussiens
d'après Alphonse de Neuville (1835-1899), Musée de La Poste, Paris*

fait également appel aux pigeons voyageurs. Plus de 300 de ces volatiles transportent chacun un petit tube contenant des dépêches sur microfilms, qui sont ensuite lues et transcrites par des commis des postes. 90 000 «pigeongrammes» ont ainsi été expédiés à Paris. Après quatre mois de siège, l'armistice est signé le 20 janvier 1871. Mais Paris refuse la défaite et s'insurge. Un gouvernement insurrectionnel se met en place le 18 mars : c'est la Commune. Une des premières mesures de Thiers est de couper toutes les communications postales avec la province. Ses agents ont emporté tous les timbres à Versailles ! Albert Theisz (1839-1881), membre de l'Internationale, est nommé délégué à la Direction générale des Postes. Sur une affiche officielle, il assure que «toutes les lettres confiées à l'adminis-



Boule de Moulins retrouvée lors d'un dragage à Saint-Wandrille en 1968. Elle renfermait plus de 500 plis. Ses ailettes ont disparu Musée de La Poste, Paris

nistration ont été expédiées», malgré «la lutte déloyale du gouvernement de Versailles», qui «a fait saisir des dépêches (...), emprisonner et mettre au secret plusieurs de nos courriers».

JOHN SUTTON

*Jusqu'au 15 mars
Musée de La Poste
34, bd de Vaugirard, Paris 15e
Tél : 01 42 79 24 24
www.museedelaposte.fr*

DOMBROWSKI À LA CITÉ DE L'HISTOIRE DE L'IMMIGRATION

La participation des étrangers à la Commune de Paris, à travers la figure du général Dombrowski, est brièvement évoquée dans l'exposition permanente de la Cité de l'histoire de l'immigration.

«L'immigré est d'abord un homme que les autres tiennent pour immigré» ; dès l'entrée, cette citation de l'historien Gérard Noiriel donne le ton. Ouverte le 10 octobre dernier, la Cité nationale de l'immigration se propose de rassembler, sauvegarder, mettre en valeur et rendre accessibles à tous, les éléments relatifs à l'histoire de l'immigration en France, et de faire évoluer les mentalités. L'exposition permanente «Repères» retrace deux siècles d'histoire depuis le XIX^e siècle jusqu'à nos jours, à travers des photos, des vidéos et des écrans tactiles, sans donner pour autant une image idyllique de l'intégration des étrangers en France. De tous temps, il leur a fallu lutter pour obtenir l'égalité des droits et la citoyenneté. Une photo attire particulièrement notre attention, celle de la barricade de la rue de Flandre lors de la Commune de Paris. Sous cette illustration, on peut lire : «De mars à mai 1871, des étrangers, comme le général Dombrowski, défendent activement la Commune de Paris.» Plus loin, la célèbre «affiche rouge» évoque la mémoire de l'Arménien Missak Manouchian (1906-1944) et des autres étrangers de son groupe des FTP de la Main d'œuvre immigrée (MOI). Alors que la chasse aux sans-papiers est ouverte, une visite à la Cité de l'histoire de l'immigration s'impose pour rappeler la contribution des étrangers à l'essor de notre (pas toujours) douce France. **J.S.**

Cité de l'histoire de l'immigration : Palais de la Porte Dorée, 293, av. Daumesnil, Paris 12^e.
Tél : 01 53 59 58 60.

www.histoire-immigration.fr

MARDI 18 MARS 2008 137^E ANNIVERSAIRE DE LA COMMUNE SUR LES TRACES DES COMMUNARDS DANS LE XIII^E ARRONDISSEMENT DE PARIS

*Rendez-vous à 18 heures
place de la Commune de Paris 1871
Angle des rues de la Butte-aux-Cailles
et de l'Espérance
M^o Place d'Italie ou Corvisart*

Comme tous les ans à la même date, nous commémorerons, mardi 18 mars, l'anniversaire du début de la Commune de Paris. Cette année, nous suivrons les traces des Communards dans le XIII^e arrondissement selon l'itinéraire suivant ponctué d'interventions sur des personnalités de la Commune.

Place de la Commune de Paris 1871, Léo Frankel, élu du XIII : la Commune et les étrangers ; **Walery Wroblewski** et la défense de la Butte aux Cailles pendant la Semaine sanglante ; **Rue des Cinq-Diamants**, au n°46, siège des Amis de la Commune de Paris 1871 ; **Boulevard Blanqui**, au n°25, dernier domicile d'**Auguste Blanqui**, dit «l'enfermé», ardent défenseur de la Commune bien qu'il ait été emprisonné par les Versaillais la veille du 18 mars 1871 ; **Rue Abel Hovelacque**, au n° 5, domicile de **Marguerite Tinayre**, qui avait réorganisé les écoles de filles à la demande de la Commune ; Par l'avenue des Gobelins, nous arriverons **Place d'Italie**, nommée **place Emile Duval**, le 17 avril 1871 par décision de la Commune en hommage à ce Communard du XIII^e fusillé par les Versaillais le 4 avril.

Fin de la manifestation prévue vers 20 heures.

UNE ASSEMBLÉE GÉNÉRALE TONIQUE

L'assemblée générale des «Amis de la Commune de Paris» s'est déroulée le 15 décembre 2007 à la Bourse du Travail de Paris.

Dans son rapport, le secrétaire général, Pascal Bonnefemme, a énuméré et commenté les activités de l'association au cours des douze mois écoulés. Nous ne revenons pas sur ces initiatives qui ont été présentées en détail dans nos derniers bulletins et la «Lettre de la Rentrée». Elles appellent une seule remarque : elles ont largement été couronnées de succès. Pascal a proposé de les reconduire, pour l'essentiel, en 2008. Nous aurons l'occasion de les présenter au fur et à mesure de leur préparation.

Le rapport financier de Pierre Korber portait sur les neuf premiers mois de l'année. Il est marqué à la fois par une légère baisse des ventes des produits de l'association, la fin de la subvention d'emploi jeune, le maintien des recettes de cotisations, et des dépenses supplémentaires, notamment pour la réalisation du bulletin, ce qui fait craindre un déficit pour l'ensemble de l'année. Pour faire face à cette situation, Pierre Korber a proposé une augmentation d'un euro de la cotisation individuelle annuelle, la cotisation «faibles ressources» restant fixée à 5 euros et celle des adhérents collectifs maintenue à 150 euros.

Jean-Louis Robert a mis en évidence le travail des différentes commissions dans les bons résultats obtenus et a incité les adhérents à les renforcer pour permettre le développement de l'association.

Il a repris une proposition de la commission culture consistant à nous associer à une initiative des «Amis de Gustave Courbet» demandant la révision du procès de ce grand peintre, membre de la Commune, et à élargir cette démarche à tous les Communards injustement condamnés.

Après discussion à laquelle ont pris part une quinzaine de participants, les rapports d'activité et financier, avec le passage à 34 euros de la cotisation annuelle, ont été adoptés à l'unanimité (moins trois abstentions pour le tarif de la cotisation).

Quatre membres du conseil d'administration qui ne souhaitent pas être reconduits dans cette responsabilité ont été remplacés par un nombre identique de candidats. Le nouveau conseil d'administration a été élu à l'unanimité.

La même unanimité, moins une abstention, s'est retrouvée pour accepter la proposition d'élire Claudine Rey présidente. C'est la première fois dans l'histoire, plus que centenaire, de l'association, qu'une femme est promue à cette responsabilité. Sous les applaudissements de l'assistance, Claude Willard a été promu président d'honneur. La coprésidence de l'association est donc assurée par Claudine Rey, Jean-

Louis Robert et Claude Willard. Les Amis de la Commune de Paris sont placés sur de bons rails pour promouvoir en 2008 la grande mémoire de la Commune.

 **RÉMY BARBIER,**
PASCAL BONNEFEMME
ET YVES LENOIR

LE BANQUET 2008

Notre traditionnel banquet se tiendra le dimanche 30 mars à partir de 11h (attention au changement d'heure) à la Maison des Syndicats CGT, 263, rue de Paris, Montreuil, métro Porte de Montreuil. Comme toujours, ce sera un beau banquet. Pour beaucoup, ce sera l'occasion de découvrir l'Association ; pour les autres d'effectuer des retrouvailles, d'avoir des échanges, d'évoquer des souvenirs et d'interpréter nos chansons militantes.

2007, 125^e anniversaire de notre association ; 2008, 100^e anniversaire de la pose de la plaque au mur des fédérés au Père Lachaise, voilà de quoi perpétuer dans un climat de fraternité et de convivialité le souvenir de nos vaillants Communards.

N'attendez pas le dernier moment pour en parler à vos amis et pour vous inscrire (en vous servant de la feuille d'inscription que vous trouverez dans le bulletin) afin de faciliter notre tâche.

 **JOËL RAGONNEAU**

Dans les pas de Courbet à Ornans

Pour commémorer le 130^e anniversaire de la mort de Gustave Courbet, l'association a organisé, les 20 et 21 octobre, un voyage à Ornans (Doubs), village natal du peintre.

Sous un soleil automnal, notre autocar franchit enfin la Loue par le Grand Pont d'Ornans et soudain surgit une solide bâtisse plongeant ses fondations dans la rivière : c'est la maison natale de Courbet. Julie Delmas, déléguée à la conservation, nous accueille et nous guide dans ce charmant village

franc-comtois, surnommé «la Venise verte». Notre groupe gravit la ruelle qui longe le musée jusqu'au pont Nahin, souvent représenté par l'artiste. Au loin, on aperçoit de hautes falaises calcaires surplombant la vallée. Nous prenons ensuite la direction du cimetière, où repose le peintre. Sa pierre tombale a été sculptée par le communard Slomzynski. Pour seule épitaphe : «Gustave Courbet, peintre, Ornans, 10 août 1819, Tour-de-Peilz, 31 décembre 1877», le village suisse où il mourut en exil,

après avoir été condamné à payer les frais de reconstruction de la colonne Vendôme. Ce n'est qu'en 1919, à l'occasion du centenaire de sa naissance, que ses cendres furent ramenées à Ornans, malgré l'opposition des autorités municipales et religieuses. Le curé avait même interdit à ses ouailles de venir au cimetière !

Une décision de «basse politique». La promenade s'achève par la place Gustave-Courbet où, dominant la fontaine, se dresse «Le Pêcheur



La maison natale de Courbet

aux chavots», une sculpture offerte en 1861 par l'artiste. C'est une copie, l'original ayant été descellé par la municipalité, furieuse de sa participation à la Commune. Une décision de «basse politique», avait jugé l'artiste. De l'autre côté de la place, notre guide Julie Delmas nous désigne l'atelier où il a peint ses deux premiers chefs d'œuvre : «Une Après-dînée à Ornans» et «Un Enterrement à Ornans». Mais il est temps de faire plus ample connaissance avec Courbet, en visitant sa maison natale, devenue musée. A notre grande surprise, les salles sont envahies par des peintres et leurs chevalets. C'est la Semaine des copistes, au cours de laquelle 35 peintres amateurs et étudiants des Beaux-arts sont venus étudier les paysages et les portraits du maître d'Ornans. Parmi les tableaux à caractère historique, le fameux «Portrait de l'artiste à Sainte-Pélagie» est absent. Il a été prêté pour la rétrospective Courbet au Grand Palais. Mais nous pouvons voir un dessin représentant des prévenus au tribunal de Versailles (août 1871), et un autre figurant Proudhon sur son lit de mort. Avant la fermeture du musée pour trois ans de travaux de rénovation, nous avons eu la chance de profiter des derniers jours de la magnifique exposi-



Au cimetière d'Ornans où repose Courbet, sa pierre tombale a été sculptée par le communard Slomzynski. Pour seule épitaphe : «Gustave Courbet, peintre, Ornans, 10 août 1819, Tour-de-Peilz, 31 décembre 1877»

tion sur «L'apologie de la nature» dans l'œuvre de Courbet. Le lendemain fut consacré à la visite de Besançon lovée dans la boucle du Doubs, commentée par Pierre-Olivier, étudiant en Lettres modernes, qui a évoqué des bisontins célèbres comme Charles Fourier (1772-1837) ou Pierre Proudhon (1809-1865). Sans oublier le grand Victor Hugo, dont la maison natale (140 Grande-Rue), s'orne d'une inscription : «Je veux les peuples grands, je veux les hommes libres.» L'excellent souvenir laissé par cette escapade en Franche-Comté nous incite à renouveler l'expérience.

 JOHN SUTTON

BROCHURE SUR L'HISTOIRE DE L'ASSOCIATION

Cent vingt six ans après ses débuts et dans le contexte politique actuel, il nous a semblé naturel et opportun de fêter l'anniversaire de notre association en retraçant son histoire dans une brochure à paraître au premier trimestre 2008.

Les recherches effectuées auprès du fichier des associations déclarées à Paris (archives de la Préfecture de police) n'ont pas permis de retrouver la trace de la Fraternelle des anciens combattants de la Commune ; seule y figure, à partir de 1962, l'association «les Amis de la Commune de Paris 1871» ; nos anciens ne faisaient probablement pas grand cas de la «pape-rasserie administrative» ! Les documents conservés dans les archives de l'association deviennent plus nombreux et riches en informations à partir de 1962 : vie de l'association dans les bulletins, revues, brochures, articles de presse, procès-verbaux des assemblées générales, des conseils d'administration, photos des banquets, des Montées au mur des Fédérés, des fêtes ou des manifestations...

Au-delà de l'esquisse de l'histoire de l'association publiée par Jean Braire dans la préface de son

... HISTOIRE DE L'ASSOCIATION

ouvrage «Sur les traces des Communards», nous avons pu nous appuyer, pour la période récente, sur l'expérience et les souvenirs des adhérents eux-mêmes.

Depuis 1882, notre association existe sous diverses appellations : Solidarité des proscrits de 1871, Société fraternelle des anciens combattants de la Commune, Association fraternelle des anciens combattants de la Commune, Association fraternelle des anciens combattants et des amis de la Commune, mais jusqu'en 1959, elle continue à être appelée tout simplement «la Fraternelle». En 1962, elle prend le nom de «les Amis de la Commune de Paris-1871».

Les finalités de l'association évoluent : au début, l'urgence est de porter secours aux familles des proscrits et aux anciens combattants, puis, bien vite, commémorations et hommages prennent le pas. Aujourd'hui, en prise avec la vie citoyenne, il s'agit de perpétuer les idéaux de la Commune et de lutter contre l'oubli.

Relater l'histoire de l'association, c'est l'occasion de nous interroger sur les raisons de sa pérennité et d'évoquer ce que ceux et celles qui, avec opiniâtreté et désintéressement, ont fait et font pour maintenir vivant le souvenir de la Commune.



Carton de commémoration, 1954
(collectionné par Raoul Dubois)

A l'exemple des Communards divisés entre anarchistes, blanquistes, marxistes, etc, les membres de notre association, aujourd'hui, sont porteurs d'idéologies diverses (ou d'aucune) mais pensent que la Commune représente une expérience révolutionnaire et qu'il est toujours d'actualité d'honorer la mémoire de ses héros, de faire connaître leur vie et de défendre leur idéal.

Cette brochure a pour seule ambition d'évoquer comment les Anciens combattants de la Commune, puis les Amis de la Commune ont lutté et luttent encore aujourd'hui, à leur manière, contre l'oubli annoncé des hommes et des femmes de la Commune. Reste, plus de cent trente sept ans après, à lutter pour leur réhabilitation et pour la restitution de leur dignité.

EMOUVANTS TÉMOIGNAGES

Nous avons trouvé, dans les archives conservées par l'association, le témoignage écrit de deux communards.

En 1939, Edouard Chenel, alors Secrétaire général des Amis de la Commune, adressa un questionnaire d'une page aux survivants (on ne sait pas combien de questionnaires furent envoyés et retournés) pour recueillir, en direct, leurs témoignages.

Nous avons trouvé les réponses écrites de Clément Barbier, né à Nucourt en Vexin en 1848, ayant servi dans «la mobile de Seine et Oise», 2^e bataillon, 8^e compagnie, sous les ordres du général Ducrocq ; et celle de Paul Poënsin né à Paris en 1852, ayant servi au 149^e Bataillon, 2^e compagnie, sous les ordres du général Dombrowski.


Aux questions précises : «Où étiez-vous pendant le Siège ? Qu'avez-vous fait ?», «Au 18 mars, qu'avez-vous fait ?», «Où avez-vous servi et sous les ordres de qui ? A quels combats avez-vous pris part ?»; «Pendant la semaine sanglante, qu'avez-vous fait ? Et après ?» «souvenirs personnels»..., Clément Barbier écrit simplement : «J'ai pris part aux combats de Champigny et de Montretout», Paul Poënsin

précise : «Nous sommes partis pour garder la porte de la Muette à Passy pendant trois semaines sous les bombardements» ou «Dans la nuit du 21 au 22 mai, dans le secteur grand-rue de Passy, il y eut une alerte, tout le monde debout, puis l'on nous annonce que ce n'est rien et l'on se contente de renforcer la garde et étant le dernier factionnaire, j'entends une patrouille que j'arrête, l'on me donne le mot de passe, les hommes se jettent sur moi, j'étais pris, nous étions vendus».

Il y a aussi le «Je ne m'en souviens plus» de Clément Barbier, et le «Je ne peux que dire que nous avons passé les terribles moments de Satory, les pontons, je manque de place pour les détails» de Paul Poënsin.

A la rubrique souvenirs personnels, Paul Poënsin précise : «Arrivé à Auteuil, l'on nous fit entrer dans une grande boutique. Tous ceux qui avaient l'imprudence de s'approcher, l'interrogatoire était court, sur un signe de celui qui présidait, il était conduit vers le rempart et nous entendions un feu de peloton, le massacre commençait».

Ces traces personnelles et émouvantes nous rendent

plus proches ces combattants de la Commune que nous voulons sortir de l'oubli.  **AG**

LA COMMUNE HONORÉE À CHÂTELLERAULT

Comme nous l'avions annoncé dans les précédents numéros du bulletin, notre comité de Châtellerault a mis sur pied deux initiatives en octobre dernier.

Diaporama sur une visite du Paris Communard. Le 12 octobre à partir de 18 heures, prenant appui sur une visite du Paris communard organisée le 2 juin par notre comité, les habitants étaient invités à une projection-diaporama de cette excursion. Yves Lenoir, qui avait encadré la visite, était présent pour, dans un premier temps, entretenir l'auditoire de ce que fut la Commune, et ensuite, commenter le diaporama. La participation fut à la hauteur de la mobilisation effectuée en amont par le comité local, *Mémoire de la Commune de Paris* et par *Culture pour Tous*, association qui avait en son temps ardemment oeuvré pour la mise sur pied de la visite du Paris communard. A la suite de la projection, interventions, interrogations ne manquèrent pas et animèrent le débat jusqu'à l'heure de se retrouver autour d'un... communard.

Inauguration de la rue Madeleine Brûlé

La seconde initiative se déroula dès le lendemain matin à 11h30. Il s'agissait d'inaugurer officiellement une rue baptisée, à notre demande, du nom d'une Communarde née à Châtellerault, Madeleine Brûlé.

Le 19 décembre 1820, Madeleine Brûlé «monta» à Paris pour tenter d'y gagner une meilleure vie qu'en province. Exerçant la profession de marchande de chaussures, elle vivait, après son veuvage, avec Maurice Buyat qui eut un rôle majeur dans le XIV^e arrondissement pendant la Commune. Madeleine participa également activement à la Commune. Pour son implication forte, elle fut condamnée par le 4^e Conseil de guerre à trois ans de prison pour «avoir distribué des pelles et des pioches aux fédérés, les avoir engagés à réquisitionner les voitures d'un entrepreneur en déménagements et d'avoir porté des ordres pour les fédérés au milieu des balles».

La ville qui avait vu naître Madeleine Brûlé se devait de l'honorer en donnant son nom à une rue. Ce fut fait, en ce samedi matin, par le dévoilement de la plaque effectué par le maire de Châtellerault M. Joël Tondusson et le président de l'association locale,

Mémoire de la Commune de Paris, en présence d'Yves Lenoir et de nombreux élus municipaux et régionaux.

 JEAN-CLAUDE SARDIN

DIEPPE UNE JOURNÉE POUR LA COMMUNE

Depuis le 9 novembre 2000, l'association locale des Amis de la Commune a l'habitude de rappeler, chaque année aux Dieppois, l'histoire de la Commune de Paris 1871.

Le rassemblement de 2007 commençait dimanche matin 4 novembre devant la plaque commémorant le retour de Louise Michel de Nouvelle-Calédonie. Cette superbe plaque, avec le buste sculpté de Louise Michel, a pu être apposée sur le mur de la Tour aux Crabes, quai Henri IV, grâce à l'action des amis dieppois de La Commune de Paris, en parfaite harmonie et avec le soutien financier de l'ancienne municipalité d'union de la gauche de Christian Cuvilliez.

Une cinquantaine de personnes étaient rassemblées autour des membres de l'association dieppoise dont le premier geste était de fleurir la plaque avec des œillets rouges et d'en distribuer à l'assistance. La cérémonie commençait par quelques mots de bienvenue à Sébastien

Jumel, conseiller général et vice président du Conseil général de Seine-Maritime, à la délégation parisienne de neuf personnes emmenée par Claude Willard et Pierre Biais, aux amis du plateau du Vimeu (Somme), Simon, de la banlieue rouennaise et aux Dieppois présents parmi lesquels les représentants de la Libre Pensée.

Une courte allocution faisait découvrir une Louise Michel sous un aspect souvent oublié. En voici quelques extraits :

« Dans un rapport de police du 8 juin 1898, nous relevons : « Louise Michel, femme de lettres, est descendue à l'hôtel Magenta ». C'est surtout comme révolutionnaire de la Commune et propagandiste anarchiste que Louise Michel est passée à la postérité, non comme écrivain. Pourtant, elle a écrit des quantités de textes, poèmes, romans, essais, nouvelles, pièces de théâtre... Les écrits ont du souffle, ses mots, ses phrases sont des flèches acérées. Les textes de Louise Mouche font mouche : « si l'égalité des sexes était reconnue, ce serait une fameuse brèche dans la bêtise humaine ; alors la femme et l'homme pourraient marcher la main dans la main ; les femmes, dans la commune, ne se demandaient pas si une chose était possible mais si elle était utile ; alors on réussissait à

l'accomplir ; le pire des tyrans n'est pas celui qui vous embastille mais celui qui vous affame ; qu'on en finisse avec la supériorité des Blancs qui ne se manifeste que par la destruction ; il faut bien que les pauvres gens subissent ce qu'ils ne peuvent pas empêcher ; n'est-ce pas un vol à main armée que les guerres ? les meurtres ne sont-ils pas perpétrés en série quand des millions d'hommes s'entre-tuent ? ».

A Dieppe, la manifestation se terminait par le Temps des cerises, l'hymne de la Commune de Paris lancé par la Commune, la chorale de l'association locale, repris par toute l'assistance, ce qui ne manquait pas d'étonner les promeneurs encouragés par un beau soleil d'automne.


Pour un repas convivial, une trentaine d'Amis se retrouvaient dans le pays de Bray, à la Ferme aux chèvres blottie au creux de la forêt des Eawis. La route, pour atteindre la ferme auberge, nous permettait d'admirer les frondaisons pourpres orangées, les dégradés des feuillages qu'un généreux soleil d'automne enjolivait de taches d'or.

L'accueil à la ferme était des plus chaleureux et le menu à la hauteur. Tout en savourant le « communard » traditionnel, nous écoutions un ami dieppois nous retracer la biographie

de celui qui orne notre carte d'adhérent 2007, Jules Vallès l'insurgé.

Ce qui marquait peut-être le plus ce moment convivial, c'étaient les chants qui, spontanément, surgissaient du cœur des convives, repris par l'ensemble des amis, car ce sont des poèmes dont le thème nous est cher et qui rassemblent tous les participants dans une même amitié. Les plus aventureux se dispersaient quelquefois dans la ferme, admiraient les chèvres, se régalaient même du lait de ces caprins et revenaient heureux, les bras chargés de fromages.

L'heure de la séparation arrivant, il fallait reconduire nos amis parisiens au dernier train en nous disant : «à l'année prochaine pour d'autres bons moments». Nous pouvions, alors chanter, avec Jean Ferrat :

*Ah ! qu'il vienne au moins la
«Tems des cerises» / avant
de claquer sur mon tambou-
rin, / avant que j'aie dû bou-
cler mes valises / et qu'on
m'ait poussé dans le dernier
train».*  **GUY DÉCAMP**

Une date à retenir

Samedi 24 mai

«Montée au Mur»

des Fédérés

UN COMITÉ DANS LES PAYS DE LA LOIRE

Nous nous sommes retrouvés six amis chez Jean Ladoue, à Vihiers, le 12 décembre dernier.

Une discussion à bâtons rompus sur les événements de la Commune de 1871 est vite entamée. Parlerait-on de la Commune de Paris s'il n'y avait pas eu la Semaine sanglante ? Les débats dans les diverses sections parisiennes ont-ils été seulement l'échange d'idées libertaires, ou anarchisantes, ou bien un véritable projet de société a-t-il été élaboré ? Peut-on parler de programme, d'œuvre véritable de laquelle on peut s'inspirer aujourd'hui en 2008 ? Tout cela entrecoupé d'interrogations concernant la personnalité de Louise Michel.

Notre souci premier est de faire connaître la Commune dans notre région, notamment en direction des jeunes. Par ailleurs, ne peut-on pas envisager de découvrir ce qui s'est passé dans nos différents départements avec le passage de Jules Vallès et de ses parents à Nantes ?

Egalement, il est peut être possible de puiser dans une thèse, intitulée : «Démocratie, liberté, patriotisme. Le malentendu républicain l'exemple du Maine et Loire. 1848 - 1890» présentée en 1999 par une universitaire, Isabelle Emeriau. Pour l'assem-

blée générale du 15 décembre Rémy Barbier a été chargé de demander : comment structurer notre groupe, peut-être en se rapprochant des comités de province qui fonctionnent déjà ? Comment retrouver le nom de Communards qui pourraient être originaires de notre région ? Une copie du discours de Victor Hugo au Sénat demandant l'amnistie des Communards ; la liste des écoles portant le nom de Louise Michel ; et enfin, des bulletins d'adhésions.

Prochaine rencontre prévue le 5 mars 2008 à 10 h à la CMCAS d'EDF/GDF 27, quai Félix Faure à Angers. Pour nous rejoindre, vous pouvez vous adresser à Rémy Barbier : 02 41 48 70 28

 **RÉMY BARBIER**

LA BIBLIOTHÈQUE

La bibliothèque de notre association, située 46, rue des Cinq-Diamants, Paris 13e, attend des lecteurs ! La permanence est assurée le mercredi de 13h30 à 17h. Nous rappelons que la bibliothèque est riche d'environ 700 titres. On y trouve des ouvrages anciens du XIX^e Siècle ainsi que des publications récentes. Tous les ouvrages sont accessibles en consultation sur place ; un fichier alphabétique est à la disposition des lecteurs.

 **THÉRÈSE GOURMAUD**

ET MARIE-CLAUDE JUIN

HÉBERGER UN AMI DE PROVINCE

Certains de nos adhérents habitant la province ou à l'étranger voudraient bien participer à nos initiatives parisiennes : 18 mars, banquet annuel, Montée au mur, visites du Paris communal, Fête de la Commune, etc. Mais ceux qui n'ont pas de famille ou d'amis à

Paris ou en proche banlieue sont parfois obligés d'y renoncer en raison des frais d'hôtel au-dessus de leurs moyens financiers.

Or il se trouve sans doute, certains de nos adhérents d'Ile-de-France qui disposent d'une chambre inoccupée et seraient probablement heureux d'héberger pendant une ou deux nuits un ou deux amis de province. Alors, si vous

disposez d'une chambre d'amis et si vous souhaitez héberger un adhérent de province ou de l'étranger, merci d'en informer notre association, de préférence par lettre ou courriel. En plus du service rendu ainsi à un ami, ce serait assurément le moyen de renforcer les liens amicaux entre nos adhérents de divers pays et régions. **Y L**

Cotisations 2008 Adresse à nos adhérents

A la lecture de ce bulletin, vous mesurez le rôle essentiel de votre association pour faire connaître l'histoire et l'œuvre de la Commune de Paris de 1871, les idéaux toujours actuels des Communards.

Pour faire ce travail, votre association a besoin de votre cotisation qui nous permet d'éditer et de vous adresser ce bulletin, d'organiser des expositions, débats, conférences et autres initiatives. Si vous ne l'avez pas

encore fait, nous vous demandons de payer sans tarder votre cotisation de l'année 2008.

Pour mieux travailler encore, votre association a aussi besoin de votre militantisme qui peut s'exercer dans nos commissions et comités de province et en proposant à vos parents ou voisins, d'adhérer aux Amis de la Commune.

Avec votre participation, nous serons plus efficaces encore en 2008. **Y L**

Cotisation individuelle annuelle : 34 €

(Pour les adhérents à faibles ressources : à partir de 5 €)

Cotisation de soutien : à partir de 50 €

Adhérents collectifs (syndicats, comités, associations... : 150 €



MORTE OU VIVE ? VIVE LA COMMUNE !

Spectacle conçu et présenté par le comédien Emmanuel Gradt, et quelques comparses. Mêlant le récit, la saynète et la participation des spectateurs volontaires qui se laisseront entraîner dans la lecture de textes et des jeux de théâtre, ce spectacle-rencontre se tisse autour de la trame chronologique des événements qui ont produit la Commune de Paris de 1871. Un spectacle à construire ensemble pour constater, dans le plaisir du jeu, que vivent encore parmi nous aujourd'hui des énergies Communes*.

Autre spectacle en préparation pour la fin juin, «Tout ça n'empêche pas, Nicolas...», la vie des habitants d'un immeuble, rue de l'Orillon pendant la Commune de Paris.

*Au Local, 18 rue de l'Orillon, Paris XIe
28 et 29 mars à 20h30, 30 mars à 17h
Renseignements : 01 46 36 11 99
www.le-local.net/contact.html
infos@le-local.net infos@le-local.net

La Commune de Paris en 1871

A l'initiative de la Mairie de Paris, vient d'être éditée une forte brochure, qui n'est pas destinée à la vente, mais qui sera mise à la disposition des établissements scolaires et des bibliothèques parisiennes. Une préface du Maire de Paris indique bien l'importance de cette initiative que nous avons saluée dans notre précédent bulletin. L'ouvrage est collectif (dix auteurs) sans que soit indiqué le nom d'un coordinateur même si Robert Tombs qui signe la conclusion semble avoir joué un rôle essentiel.

Ces 76 pages (d'une typographie très aérée) ne pouvaient bien sûr retracer toute l'histoire de la Commune et doivent d'abord être appréciées comme une vue synthétique et une première approche. Dans ce sens le bilan est dans l'ensemble sensiblement réussi. Le jeune lecteur ou celui qui découvre cette période disposera d'un instrument qui lui donnera les premiers éléments factuels, chronologiques, sociaux ou institutionnels. Cependant, certains aspects sont mal traités. Le cas le plus flagrant est celui du chapitre sur «les femmes et la Commune» où l'auteur oublie tout simplement l'Union des femmes, Nathalie Lemel et Elisabeth Dmitrieff ! Heureusement le maire de Paris, Bertrand Delanoë, les évoque dans sa préface...

Sur la mémoire de la Commune, on aurait pu aussi attendre un développement plus complet sur l'après 1950. Ainsi il n'y a plus de cortège communiste lors de la montée au mur. Ce sont les Amis de la Commune qui organisent la commémoration avec le soutien de nombreuses forces politiques et sociales.

La séparation en deux chapitres «La Commune d'en haut» et «L'œuvre de la

Commune» affaiblit un peu la présentation de l'action de la Commune qui est de ce fait morcelée. On appréciera cependant la grande clarté du chapitre sur «l'œuvre de la Commune».

Nos deux principales réserves portent sur les chapitres d'Eugen Weber et de Robert Tombs. Le grand historien Eugen Weber porte un regard vivant sur Paris en 1871. Si j'ai beaucoup apprécié son histoire sensible des modes de vie des Parisiens de 1871, j'ai le sentiment que l'historien «sent» moins bien la mentalité démocratique et révolutionnaire du peuple de Paris qui, certes, emprunte à la Révolution de 1789 et se veut l'avant-garde de la République et de la Patrie mais est aussi déjà marquée par juin 1848, les premières luttes sociales de la fin de l'Empire et les nouvelles idées socialistes (de Proudhon à Fourier ou Cabet...).

Je contesterai plus fortement la conclusion de Robert Tombs qui voit dans la Commune et le drame humain qui l'accompagne une tragédie «à la fois inévitable et inutile». Inévitable, sans doute comme tous les événements passés... mais «inutile» ? Sans doute on peut discuter de la Commune comme dernière révolution du XIX^e siècle ou première du XX^e siècle, sans doute aussi on peut discuter sur l'idée que la République aurait pu s'imposer sans la Commune. Mais l'affirmation d'inutilité contredit le contenu même de l'ensemble de l'ouvrage. La fécondité de l'œuvre de la Commune, de ses idées et de ses pratiques populaires et sociales est encore là, plus que jamais là en ce début du troisième millénaire.

 JEAN-LOUIS ROBERT

Mairie de Paris, Direction de l'information et de la communication, 2007, 76 p.

Georges Jeanneret Paris pendant la Commune révolutionnaire de 71

Ce sont des impressions à chaud qu'offre le livre de Georges Jeanneret publié en 1871 à Neuchâtel. Jeanneret ne serait pas l'auteur de l'ouvrage. Il s'en explique dans l'avant-propos : «Ma signature écrite en toutes lettres sur la couverture serait le comble de l'imposture si je n'avais une autorisation formelle de l'auteur véritable, qui veut absolument garder l'anonyme» (l'anonymat).

Georges Jeanneret est graveur. Pendant le premier siège de Paris, il sert dans le 85^e bataillon de la Garde nationale. Après le 18 mars, il quitte son bataillon et entre dans un bureau de la Préfecture de police. La Commune vaincue, il se cache chez un ami et parvient à passer en Suisse.

Avant son départ, un jeune

tourangeau lui aurait confié le manuscrit de «Paris pendant la Commune révolutionnaire de 71», dont il dit être l'auteur, afin de le faire publier en Suisse. A partir de cet instant, le jeune homme ne donnera plus aucun signe de vie.

Georges Jeanneret muni du précieux manuscrit arrive sans encombre à Neuchâtel au début de novembre 71. Il fera publier l'œuvre chez Georges Guillaume, imprimeur-éditeur qui a servi comme lui dans le 85^e bataillon de la Garde nationale.

C'est à la fois un journal, un livre d'histoire et un roman historique dont la petite note sentimentale n'est pas absente. Son manque d'homogénéité peut surprendre, mais constitue aussi son originalité. Le héros de l'histoire est un garçon de Touraine de la classe 1870. Il est mobilisé

dans l'armée de l'Est qui, après de durs combats, est menacée d'être encerclée par les Prussiens. Après désar-

mement, la Suisse accepte les soldats français qui seront hébergés à Neuchâtel. La paix conclue, il rejoint Paris avec Jeanneret qui deviendra son ami. Les deux hommes s'engagent dans la Garde nationale pour défendre la patrie et la République.

Dans son journal, le jeune Tourangeau fait preuve de ses dons d'observation. Il juge les hommes et les événements avec sagacité. Pendant la Semaine sanglante, sa description de l'attaque du quartier de la Croix Rouge par les Versaillais et la vigoureuse riposte des fédérés sont d'un réalisme poignant.

Dans l'ouvrage qu'il présentait, Georges Jeanneret affirmait que pas un mot n'était de sa plume. Ce n'est pas exact comme le démontrent quelques exemples. Dans son manuscrit,



le jeune Tourangeau fait référence à l'ouvrage de Malon «La troisième défaite du prolétariat français» et à l'«Etude du mouvement communaliste de Paris en 1871» de Lefrançais.

L'auteur anonyme, quand il remet son manuscrit à Jeanneret, ne peut connaître ces ouvrages qui seront publiés plus tard. Ces remarques laissent à penser que le livre du jeune homme n'est peut-être qu'un leurre destiné à brouiller les pistes de la police et que le véritable auteur du livre est bien Georges Jeanneret. 🚩 MC

En vente à l'association, 18 euros + frais de port.

Ce curieux ouvrage de 1871 a fait l'objet, en 1968, d'une belle réédition en fac-similé par les Editions d'histoire sociale (EDHIS). A présent, il fait partie d'un stock proposé par la société de livres anciens Chaptal, reprenant du stock EDHIS, aujourd'hui disparues, qui ont publié en 1968 des réimpressions à l'identique de textes de 1871, 1872 et 1873. Ces ouvrages rares sont tous numérotés puisque les tirages étaient limités à 1000 exemplaires. Il s'agit de : «Justice», de Borgella, aide de camp de Rossel, qui apporte un témoignage déchirant sur la Semaine sanglante (8 euros) ; «Le Livre rouge de la justice rurale», de Jules Guesde qui publie des textes versaillais révélateurs de la brutalité de la répression en mai 1871 (18 euros) ; «Etude sur le mouvement

communaliste à Paris en 1871», de Lefrançais : analyse des événements qui précéderont la Commune et réflexions sur son échec (18 euros) ; Hommes et choses du temps de la Commune par divers auteurs dont Maxime Vuillaume - premières esquisses des Cahiers rouges (12 euros). Merci à notre ami P. Le Bret qui a offert un exemplaire de chacun de ces ouvrages dont certains épuisés, à la bibliothèque de l'association. Vous pouvez trouver ces livres au siège des Amis de la Commune.

LE THÈME CENTRAL DE NOTRE PROCHAIN NUMÉRO (34) SERA : LE MUR DES FÉDÉRÉS ET LA MÉMOIRE DE LA COMMUNE

Date limite pour nous faire parvenir vos articles :
17 mars 2008

NOS DEUILS

🚩 **Jean Deshayes** s'en est allé le 12 novembre dernier. Fidèle parmi les fidèles à notre association, en particulier à la commission fêtes et initiatives, ses avis étaient toujours appréciés. Derrière son aspect parfois bourru et un humour ravageur se cachait un homme très attachant, plein d'humanité, de sensibilité. En ces moments de peine nous assurons son épouse Hélène, sa fille et sa petite fille de notre compassion et de nos pensées affectueuses.

🚩 **Roland Rivière** nous a quittés dans sa 96e année. Il fut à l'initiative de la création de notre comité de Châtellerault. Roland surprenait par sa vitalité (à 90 ans, il cultivait encore son jardin) et par sa vivacité d'esprit. Militant politique, il savait être à l'écoute de ses contradicteurs et se voulait tolérant. Roland nous manquera mais son sourire communicatif restera longtemps gravé dans nos mémoires. A sa fille Michèle et à son gendre, le comité de Châtellerault adresse toute sa sympathie.

🚩 **Abel Petit** nous a quittés également. Natif de Châtellerault, il s'engagea très tôt dans la vie militante. Ses activités professionnelles l'obligèrent à quitter le département. A l'heure de la retraite, il revint, avec son épouse dans sa ville natale. Il laisse l'image d'un militant modeste mais oh ! combien convaincu et réfléchi. Ses amis du comité de Châtellerault présentent à son épouse et à ses enfants leurs bien sincères condoléances.



La Commune

DANS CE NUMÉRO

Editorial

Citoyens à part entière · *Michèle Camus* · 2

Histoire

Walery Wroblewski, général de la Commune · *Marcel Cerf & Thérèse Gourmaud* · 3

La Butte aux cailles pendant la Semaine sanglante · *Marcel Cerf* · 5

La Commune de Paris face à la Faculté de médecine · *Natalie Pigead* · 6

Manifeste de la Fédération républicaine des écoles · *Marcel Cerf* · 8

La condition ouvrière sous le Second Empire · *Philippe Lepaulard* · 9

Claude Debussy, fils de communard · *Nicole Rica & Jacques Kerzanet* · 11

Actualité

Laïcité, lettre ouverte au président de la République · *Jean-Louis Robert* · 12

Guide des sources de la Commune de Paris · *Collectif* · 13

Courbet revisité · *Eugénie Dubreuil* · 17

Exposition «Guerre et Poste» · *John Sutton* · 18

Vie de l'association

Une assemblée générale tonique · 21

Dans les pas de Courbet à Ornans · *John Sutton* · 22

Brochure sur l'histoire de l'association · *Annie Gayat* · 23

Vie des comités : Châtelleraut, Dieppe, Pays de la Loire · 25-26

Notes de lectures

La Commune de Paris en 1871, publication de la mairie de Paris · 29

Paris pendant la Commune révolutionnaire de 71, de Georges Jeanneret · 30

Comité de rédaction : *Marcel Cerf, Thérèse Gourmaud, Charles Meister, Eugénie Dubreuil, Michèle Camus, Alain Frappier, Marie-Claude Schertz, John Sutton, Claude Willard, Pierre-Henri Zaidman* · **Coordination :** *Yves Lenoir*
Graphisme : *Alain Frappier (afrappier@free.fr)* · **Impression :** *SNPQ Pantin* · ISSN : 1142 4524

 **LES AMIS DE LA**
Commune de Paris 1871

46 RUE DES CINQ-DIAMANTS 75013 PARIS · TEL : 01 45 81 60 54 · FAX : 01 45 81 47 91
amis@commune1871.org | www.commune1871.org